

DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

(RÈGLEMENT DE ZONAGE)

Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum

Second projet du Règlement modifiant le Règlement de zonage, afin d'autoriser la classe d'usages « Commerce automobile » dans la zone C-1511, de limiter le nombre d'ateliers et garages de réparation d'automobile et d'interdire certains usages

1. Objet du projet de règlement

À la suite d'une assemblée publique de consultation tenue le 15 décembre 2026, le conseil municipal de la Ville de Rimouski a adopté, à sa séance ordinaire du 26 janvier 2026, un second projet du *Règlement modifiant le Règlement de zonage, afin d'autoriser la classe d'usages « Commerce automobile » dans la zone C-1511, de limiter le nombre d'ateliers et garages de réparation d'automobile et d'interdire certains usages*.

À cet effet, ce projet de règlement modifie le Règlement de zonage, en ajoutant la classe d'usages « Commerce automobile (C7) » dans la zone C-1511 et parallèlement en retirant la note 81 « Vente et location d'automobiles, de motocyclettes et de camionnettes en état de fonctionner (y compris, en usage complémentaire, la réparation de tels véhicules) ». Le projet de règlement prohibe spécifiquement les usages « Fourrière automobile », « Lave-auto » et « Entreposage extérieur » dans ladite zone. Le projet de règlement contingente également les ateliers de garage de réparation d'automobiles et camionnettes ainsi que le nombre de portes de garages autorisées pour cet usage, en permettant deux ateliers et garages de réparation d'automobiles et de camionnettes et un maximum de quatre portes de garage pour cet atelier ou garage de réparation d'automobiles et de camionnettes dans la zone C-1511, située de part et d'autre du boulevard Sainte-Anne (Route 132). Le projet de règlement modifie également la délimitation des zones C-1511 et H-1512.

2. Demande de participation référendaire

Ce projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones concernées et des zones contiguës, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2).

Le tableau ci-dessous décrit l'objet des dispositions pouvant faire l'objet d'une demande d'une participation à un référendum et les zones d'où une telle demande peut provenir :

- Article 1 - Agrandir la taille de la zone C-1511, à même la zone H-1512, pour y inclure une partie du lot 5 437 002 du cadastre du Québec, d'une superficie de 338,4 mètres carrés ;
 - Diminuer la taille de la zone H-1512 d'une superficie de 338,4 mètres carrés.

Zones concernées : C-1511, H-1512

Zones contiguës : C-1506, H-1507, H-1509, H-1513, H-1514, H-1515, H-1583, C-1584

- Article 2 Modifier la grille des usages et normes de la zone C-1511 :
- par l'ajout de la classe d'usages « Commerce lourd (C6) »;
 - en autorisant l'usage spécifique autorisé « Salle de quilles »;
 - en insérant les notes suivantes dans les usages spécifiquement prohibés :
 - Lave-auto;
 - Fourrière automobile;
 - Entreposage extérieur;

- en ajoutant la note suivante dans les normes spécifiques : au plus 2 ateliers du garage de réparation d'automobiles et de camionnettes est autorisé à titre d'usage principal. La superficie de plancher maximal est fixée à 650 mètres carrés et le nombre de portes de garage, 4 par bâtiment.

Zone concernée : C-1511

Zones contiguës : H-1512, C-1506, H-1507, H-1509, H-1513, H-1514, H-1515, H-1583, C-1584

Chaque disposition du projet de règlement est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone visée.

Une demande de participation à un référendum vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

3. Description du territoire visée

Le territoire visé par le projet de règlement est situé dans le district Pointe-au-Père, entre la rue du Fleuve, l'avenue Joseph-Paradis, la rue des Mouettes, l'avenue de la Terrasse-Bon-Air.

Un croquis indiquant l'emplacement de la zone concernée et des zones contiguës est joint à la fin du présent avis.

4. Conditions de validités d'une demande de participation à un référendum

Pour être valide, toute demande de participation à un référendum doit :

- a) indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet ainsi que la zone d'où elle provient et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- b) être reçue au plus tard le huitième jour qui suit la date de publication du présent avis, soit le **jeudi 5 février 2026 à 16 h 00**. Cette demande doit être transmise au Service du greffe par courriel à greffe@ville.rimouski.qc.ca ou par courrier au 205, avenue de la Cathédrale, C.P. 710, Rimouski (Québec) G5L 7C7.
- c) être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21). Chaque signature doit être accompagnée du nom de la personne, de son adresse et d'une mention indiquant à quel titre la personne signe.

Vous êtes invités à utiliser un formulaire de demande de participation à un référendum en communiquant avec le Service du greffe selon les modalités spécifiées au point 6. Ce formulaire n'est pas obligatoire.

5. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande de participation à un référendum

Toute personne qui, le **26 janvier 2026**, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) et remplit les conditions suivantes :

- a) être une personne physique domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande et être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec et;
- b) être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du *Code civil du Québec* (chapitre CCQ-1991).

Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- a) être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins le **26 janvier 2026**;
- b) dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du *Code civil du Québec* (chapitre CCQ-1991).

Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- a) être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande, depuis au moins le **26 janvier 2026**;
- b) être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins le **26 janvier 2026**, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- a) avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le **26 janvier 2026** et au moment de la demande, est majeure et de citoyenneté canadienne et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.
- b) avoir produit avant ou en même temps que la demande, une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, ou pour la personne désignée comme représentant de plusieurs personnes morales, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 131 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) et à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2).

En vertu de ces articles, la personne qui est à plusieurs titres une personne intéressée des zones concernées est inscrite à un seul de ces titres, selon l'ordre de priorité suivant :

- a) à titre de personne domiciliée;
- b) à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- c) à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- d) à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble;
- e) à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

6. Absence de demande de participation à un référendum

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront pas fait l'objet d'une demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

7. Documentation

Il est possible de consulter la présentation du projet de règlement en cliquant sur le [lien suivant](#).

Le projet de règlement et le croquis peuvent également être consultés de la façon suivante :

- a) en se présentant en personne, au bureau du greffier, à l'hôtel de ville, au 205 avenue de la Cathédrale, Rimouski, durant les heures habituelles de bureau, soit du lundi au jeudi de 8 h 15 à 11 h 45 et de 13 h à 16 h et le vendredi de 8 h 15 à 11 h 45;
- b) en faisant la demande :
 - par téléphone au **418 724-3125**;
 - par écrit à l'adresse greffe@rimouski.ca.

- c) en consultant le procès-verbal de la séance du 26 janvier 2026, sur le site Web de la Ville, à l'adresse : <https://rimouski.ca/ville/democratie/proces-verbaux>

Rimouski, le 28 janvier 2026

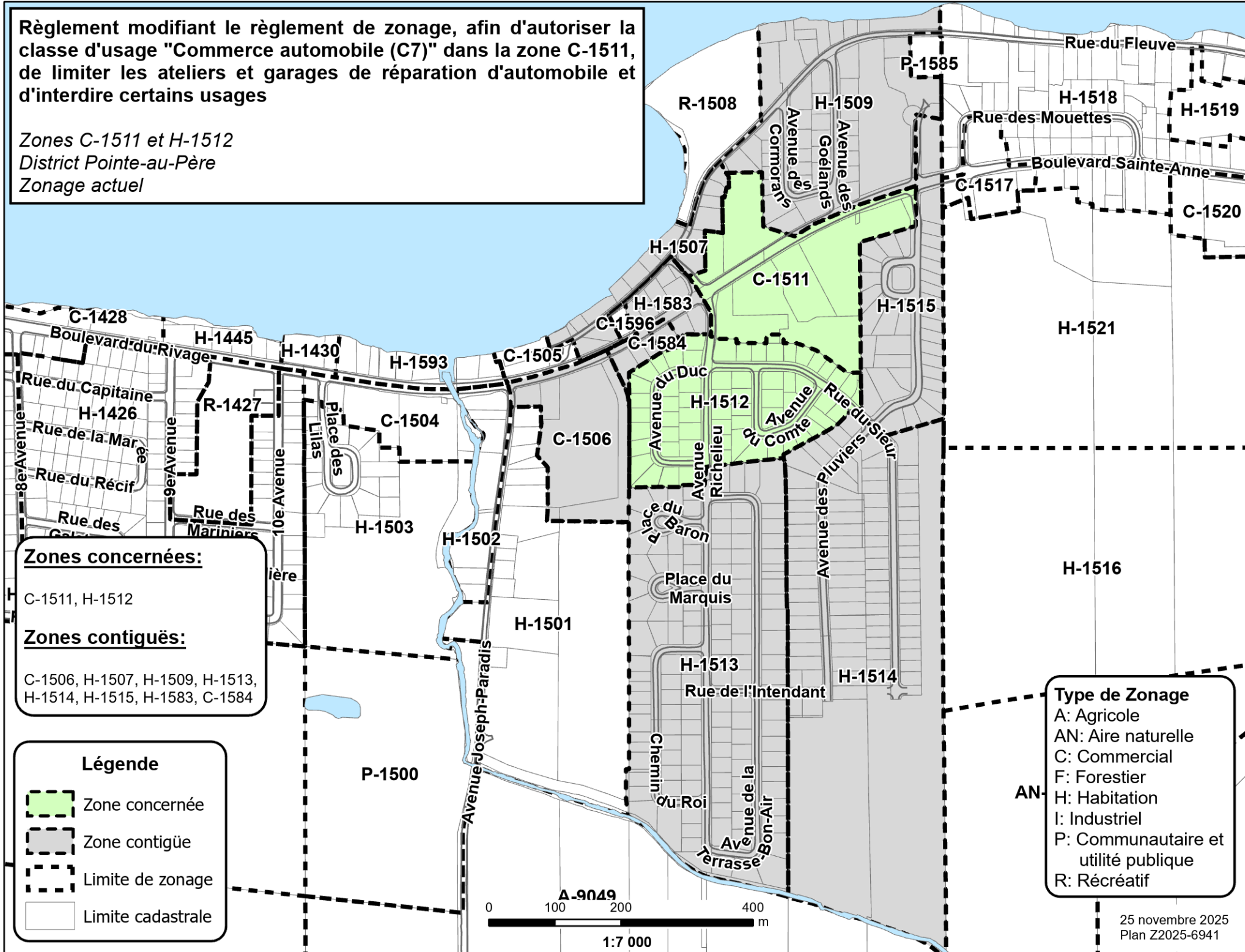
(S) Julien Rochefort-Girard, avocat
Greffier

Règlement modifiant le règlement de zonage, afin d'autoriser la classe d'usage "Commerce automobile (C7)" dans la zone C-1511, de limiter les ateliers et garages de réparation d'automobile et d'interdire certains usages

Zones C-1511 et H-1512

District Pointe-au-Père

Zonage actuel



*Zones C-1511 et H-1512
District Pointe-au-Père
Zonage projeté*

A: Agricole
AN: Aire naturelle
C: Commercial
F: Forestier
H: Habitation
I: Industriel
P: Communautaire et
utilité publique
R: Récréatif

C-1511, H-1512

C-1506, H-1507, H-1509, H-1513,
H-1514, H-1515, H-1583, C-1584

-  Zone projetée
-  Zone concernée
-  Zone contigüe
-  Limite de zonage
-  Limite cadastrale

0 100 200 400 m
1:7 000

25 novembre 2025
Plan Z2025-6941